

3 interventions
Jean-Marc Durand
Frédéric Boccara
Denis Durand
Conseil national du PCF

CN 26 avril 2017
Jean-Marc Durand

Pour aussi remarquable qu'il soit en cela qu'il place la gauche d'alternative à un haut niveau, le résultat de Jean-Luc Mélenchon ne constitue pas le seul élément d'appréciation du premier tour de la présidentielle d'autant qu'au fond la situation générale demeure d'une grande gravité.

Sans broser l'ensemble du tableau je voudrais souligner trois aspects :

Tout d'abord l'abstention a été plus faible que prévue, les quartiers populaires et une certaine partie de la jeunesse s'étant mobilisée pour cette élection. Mais à observer les résultats dans le détail on remarquera que le taux d'abstention demeure toujours très élevé dans les quartiers populaires, chez moi il est de 50% par exemple. Et il conviendrait de rapprocher cette situation avec celle du scrutin de 2012 qui enregistrait au global une participation supérieure de 2 points, ces électeurs venant bien de quelque part.

Ensuite, les 19% de JL M, ne doivent pas faire oublier le niveau historiquement bas de la gauche dans son ensemble qui se situe à peu près à 28% ce qui constitue quand même un sérieux handicap pour un proche avenir en premier lieu pour les législatives.

Enfin nous nous retrouvons avec un second tour Macron/Le Pen, c'est-à-dire pas vraiment le scénario rêvé, surtout si on se situe du côté des salariés et des plus défavorisés. On doit s'interroger sur le rendez-vous manqué de cette élection pour la gauche qui s'est avérée incapable de réaliser une union qui l'aurait portée au second tour. De ce point de vue les responsabilités de cet échec sont largement partagées, JL M y ayant sa part. Un état de fait à mettre en relation avec la très faible visibilité des propositions communistes dans la campagne ce qui constitue un autre handicap pour les législatives prochaines alors qu'elles auraient été bien utiles face au degagisme ambiant qu'on peut comprendre mais qui ne fait pas une politique et qui pourrait avoir des effets insoupçonnés aux prochaines législatives.

A ce stade de mon intervention je veux souligner mon total accord avec la déclaration du CEN de dimanche soir et l'intervention de P L d'hier quand à notre appel à faire barrage à M Le Pen au second tour et à utiliser pour cela le seul bulletin que nous aurons à notre disposition sans aucune illusion. Ne pas faire clairement ce choix serait une faute politique grave et contribuerait à entretenir une sorte de flou voir de climat malsain que traduisent d'ailleurs certaines projections sur le comportement d'une partie de l'électorat de JLM au second tour.

S'agissant des législatives l'équation n'est pas simple c'est le moins qu'on puisse dire: En de nombreux endroits nous avons déjà entamé la campagne la menant conjointement à la présidentielle et ayant engagé un certain nombre de dépenses pour cela.

Il y a la FI qui nationalement annonce le maintien de ses candidatures et qui localement exerce d'énormes pressions pour que les candidats communistes se retirent.

Il y a la nécessité comme cela a été dit à plusieurs reprise par Pierre d'aller au combat avec nos candidats et de ne pas craindre d'être confronté à ceux de la FI ce qui vient quand même en contradiction avec des demandes récentes faites en interne à propos de circonscriptions que nous pourrions laisser à la FI

Et puis comme pour la présidentielle il y a besoin de créer le rassemblement à gauche pour disposer de députés communistes et de la diversité de la gauche à l'AN. Cette question est importante et ne peut être évacuée d'un revers de main. Il me semble pour ma part que nous ne pouvons envisager de quelconque retrait si d'abord nous ne sommes pas certains que nos candidats sortants et plausiblement éligibles n'auront pas de candidats FI face à eux. Enfin je crois sérieusement que si nous restons dans une conception du rassemblement à gauche limité à la FI nous allons au devant d'importantes difficultés voire d'affrontements non seulement avec eux mais aussi en interne. Pour moi l'appel au rassemblement doit être lancé à tous ceux qui ont envie de s'engager sur une politique de gauche à partir de contenus identificateurs s'attaquant à la finance et proposant des choix nouveaux.

Conseil National du 26 avril 2017 Intervention Frédéric Boccara

Le résultat du premier tour est contradictoire : la situation issue du vote est dure et elle recèle des potentiels par le vote qui s'est exprimé pour Jean-Luc Mélenchon.

- 1. La situation issue du vote est très dure. Un second tour Le Pen / Macron est probablement la pire configuration de second tour qu'on pouvait imaginer. Plusieurs camarades l'ont dit. Je veux faire remarquer qu'avec Macron, le social-libéralisme franchit une étape de plus dans sa mue ouverte par Hollande vers le néo-libéralisme, ou une sorte de « social-néo »-libéralisme, pour sortir les couches moyennes salariées de la gauche les plaçant sous la domination des couches salariées très supérieures et du grand patronat.**
- 2. Les gens. Deux choses indissociables se sont exprimées dans ce premier tour : une très grande colère – à un niveau inouï – et la recherche de solutions nouvelles. Mais tout ceci sur la base d'un brouillage d'idées considérable sur les solutions, particulièrement sur l'Europe, sur la mondialisation, sur le clivage gauche-droite, mais aussi sur les institutions (coexistence de la posture d'homme providentiel et de l'aspiration à une 6^e république), et avec l'absence du pouvoir des banques dans le débat politique. Le fait qu'il n'y ait pas eu de rassemblement à gauche, donc ni d'union, ni d'accord politique et programmatique, s'est nourri de ce brouillage et y a participé. L'absence d'un candidat PCF a très fortement pesé dessus. Le groupe dirigeant a une grave responsabilité dont il va bien falloir débattre.**
- 3. Le potentiel. Le vote qui s'est porté sur Jean-Luc Mélenchon est porteur d'un potentiel – je n'emploie pas le mot d'espoir ou d'espérance, qui tendrait à nier la gravité de la situation. Ce vote représente une force importante dans les villes où la municipalité est à direction communiste. Dans ces villes, c'est notre électorat municipal qui s'est déplacé, celui qui ne se portait plus sur notre candidat aux élections nationales et lui préférerait un vote PS (dont nous n'avons pas voulu voir le discrédit potentiel en début de campagne). Dans d'autres villes de gauche, c'est le vote PS qui s'est porté sur Mélenchon. Ailleurs, c'est encore autre chose qu'il**

va falloir analyser. C'est en tout cas un électorat qui n'est pas homogène, il a une grande diversité. Il n'y a pas un électorat, mais plusieurs. Ces électeurs ne sont la propriété de personne. Ils sont à gagner à un vote communiste, à convaincre. Beaucoup sont aussi à politiser. La recomposition à gauche est à faire, mais je ne suis pas d'accord pour dire qu'une nouvelle gauche serait en train de naître, au sens où ce serait déjà joué.. ; donc dans le sens recherché par Jean-Luc Mélenchon.

4. Le second tour. Je suis d'accord avec ce qui a été dit publiquement jusqu'ici, que nous avons décidé collectivement au CEN dès dimanche soir, aussi bien sur le barrage à Le Pen que sur la démarche unitaire. Je pense qu'il faut dire les choses très clairement ainsi : « il y a deux temps le 7 mais on élimine Le Pen, le 11 juin aux législatives on bat Macron ». Cela fait partie d'ailleurs de la politisation que nous devons mener.
5. La suite. Il nous faut discuter des législatives. D'abord d'une orientation politique. Or je n'entends pas grand chose dessus. Il faut porter la colère, désigner la finance et la volonté de solutions nouvelles, de changement. Pourquoi ne discutons-nous pas à ce CN du slogan de campagne, comme je l'ai demandé en exécutif ? Je propose « des députés utiles pour conquérir des pouvoirs inédits sur la Finance et pour porter votre colère, pour l'Humain d'abord ». C'est un peu long ? discutons-en. Il faut en tout cas un positionnement offensif politique, et pas seulement stratégique sur l'unité.
6. « Accord/pas accord » avec la France insoumise aux législatives ? Tout d'abord le texte de déclaration proposé est très flou, trop. Il faut une démarche unitaire, s'adressant à tous les électeurs de gauche. S'adressant avant tout aux électeurs et aux gens, pour faire bouger le rapport de forces. Il ne faut pas entrer dans une négociation de « marchands de tapis » sur des circonscriptions, mais dans une négociation avec des critères politiques : l'implantation du PCF, l'orientation politique par rapport au barrage à Le Pen, un groupe communiste et Front de gauche autonome de la France Insoumise, une répartition nationale. J'espère que, malgré le flou de la déclaration, nous verrons une fermeté là-dessus. Car il ne s'agirait pas de préempter nos discussions à venir sur le PCF, son rôle, sa reconstruction, par des décisions de Direction prises pour ces législatives.
7. De toute façons la France Insoumise va être durablement en rivalité avec nous. Nous ne pouvons pas commencer par ne pas oser assumer cette rivalité, car si on commence maintenant à caner, quand va-t-on s'arrêter ? Ne recommençons pas ce qui a été fait aux dernières européennes. Et, comme l'a dit André Chassaigne, nous ne sommes pas à l'abri d'une nouvelle élection législative d'ici un an, avec une dissolution sur la base d'une certaine dose de proportionnelle et d'une réduction du nombre de circonscriptions. Et derrière, il y a les européennes et les municipales.
8. Nous avons à construire la résistance à Macron en même tant que l'alternative, et cela va commencer : loi El Khomri au carré, Europe-Brexit et possible négociation de nouveaux traités, ou de nouveaux éléments des traités existants. Sur tous ces points nous avons des différences importantes avec FI comme avec d'autres. La social-démocratie est en crise profonde, une crise de solutions et d'orientation de fond. Apportons nos idées, notre orientation, tranquillement et avec détermination face au capital financier pour répondre aux aspirations de faire du neuf, à la colère et aux exigences révolutionnaire d'une nouvelle société, d'une nouvelle économie.

Denis Durand 26 avril 2017
Conseil national du 25 avril 2017

D'accord avec la déclaration de Pierre Laurent sur les législatives D'accord pour une offre de rassemblement à toutes les forces disponibles pour combattre efficacement, demain, au Parlement, mais en cohérence avec notre campagne législative. Pas en marchandant des circonscriptions mais avec des critères politiques. En cas d'échec comme de succès, il ne faudra pas se dérober à la confrontation idéologique avec Mélenchon.

Ainsi, battre Le Pen avec le bulletin Macron au deuxième tour de l'élection présidentielle sera une bataille politique. Il faut mesurer la difficulté, pour des syndicalistes, de voter Macron qui incarne tout ce qu'ils combattent.

D'où l'importance, pour une force politique comme la nôtre, de prendre ses responsabilités. C'est ce qu'a fait Pierre Laurent dimanche soir, de façon parfaitement légitime parce qu'il exprimait la position fondamentale du PCF élaborée par une instance démocratique, le CEN (à la différence de ses prises de positions, moins bien inspirées, à la veille et au lendemain de la conférence nationale de novembre dernier, qui ont recueilli un assentiment moins unanime dans le Parti). Par contraste, l'absence de prise de position de Jean-Luc Mélenchon a non seulement des conséquences fâcheuses pour la bataille du deuxième tour mais aussi des racines profondes. Elle reflète ce qu'il a lui-même baptisé un populisme de gauche et une pratique politique qui met face à face un leader et une masse indifférenciée de supporters. C'est une des raisons pour lesquelles il faut un groupe parlementaire communiste et du Front de gauche car il y aura bien d'autres occasions où nous devons avoir le courage de prendre nos responsabilités.

C'est une leçon à retenir pour la reconstruction de la gauche qui est nécessaire en effet car le brillant résultat de JLM n'empêche pas la gauche d'être à son plus bas niveau. Cette reconstruction ne peut pas se faire sur les bases de vœux par Jean-Luc Mélenchon car il faut que le PCF joue son rôle, avec ses idées, ses élus, et son action, y compris dans les entreprises.

Nous avons notre part dans les 19 % de JLM (notamment dans le score réalisé dans les communes où le vote à gauche, et le vote communiste, sont particulièrement forts depuis longtemps) mais nous n'en serions pas là si nous avions gagné notre bataille pour le rassemblement à gauche autour d'une candidature commune sur la base d'axes s'attaquant aux causes des difficultés rencontrées par nos citoyens.

La bataille pour le 7 mai est étroitement liée à la bataille pour le 11 et le 18 juin. L'objectif, c'est de créer les conditions d'un rassemblement efficace pour combattre la politique incarnée par Macron, avec toutes les forces disponibles. L'enjeu est à la fois d'éliminer Le Pen (et de lui infliger le score le plus bas possible, car Macron ne mènera pas la même politique avec Le Pen à 19 % ou à 49 %). Et à la fois de commencer tout de suite le combat contre Macron et tout ce qu'il représente.

MLP tient des discours exaltés contre la dictature des marchés financiers : elle n'est pas la première. Vider cette démagogie de sa substance, ce n'est pas tenir le même genre de discours, c'est opposer une alternative concrète à la politique que Macron incarne : la dictature des marchés financiers, à travers l'utilisation de l'argent des entreprises (les 300 milliards de profits), des banques (les 2 700 milliards de crédit des banques françaises, les 4 000 milliards de la BCE) et de l'argent public. Pas dans l'abstrait mais en partant des luttes concrètes pour l'emploi, les salaires, la protection de l'environnement, les services publics.

Il y a des forces dans le pays pour cela.

Tout le débat du Conseil National

http://www.pcf.fr/sites/default/files/discussion_cn_mercredi_26_avril_2017_web.pdf